

Joseph-Hyacinthe Barman et Jean-Jacques Rigaud

Une correspondance politique 1838-1844

Les travaux historiques qui ont traité des conflits survenus en Valais dès l'année 1839 n'ont pas manqué de signaler l'activité déployée par celui que l'on dénommait « le docteur Barman », l'un des représentants les plus en vue du Bas-Valais.

Joseph-Hyacinthe Barman (1800-1885), qui avait conquis à Turin son grade de docteur en droit, a souvent été confondu avec son frère, le colonel Maurice Barman (1808-1878), qui prit une part prépondérante dans les revendications du Bas-Valais contre le Haut-Valais.

Dans son excellente *Histoire politique du Valais de 1815 à 1844*, Andreas Seiler a dit le rôle joué par le docteur Barman dans les affaires cantonales ¹.

Sa famille, originaire de Vérossaz, s'était fixée à St-Maurice dès la fin du XVII^e siècle. Elle devait jouer un rôle considérable soit dans la cité, où ses fonctions la firent entrer dans le patriciat, soit dans les services étrangers de Piémont, de France et du Saint-Siège, ainsi que le rappelle l'*Armorial Valaisan*. Joseph-Hyacinthe,

¹ Andreas Seiler : *Histoire politique du Valais 1815-1844*, traduction par Grégoire Ghika, dans *Annales valaisannes*, 1951, et tiré à part.

à son tour, présidera le Tribunal de son district, sera député à la Diète cantonale de 1831 à 1839 ; en 1838, il représente le Valais à la Diète fédérale. Plus tard, et pour le dire tout de suite, notons encore qu'il sera le premier président du nouveau Grand Conseil, en 1840-1841. Le renversement politique de 1844 le décide à s'exiler ; il enseignera à l'Académie de Lausanne. Son rayonnement s'étend : en 1848, il est chargé d'affaires de Suisse à Paris ; il y retournera comme ministre plénipotentiaire en 1856 et 1857. Devenu colonel fédéral en 1852, il est encore élu Conseiller national en 1857, mais il refuse. Ami de Lamartine et de Thiers, officier de la Légion d'honneur, auteur de publications politiques et ferroviaires, comblé d'honneurs, Joseph-Hyacinthe Barman se retire, après 1870, de la vie publique, goûtant le charme de sa belle propriété de la Tuilerie à St-Maurice. C'est là qu'il meurt, à un âge avancé, en 1885.

Joseph-Hyacinthe Barman avait épousé Mlle Marie-Patience Célestine de Quartéry (1806-1892), fille de Louis-Gaspard-Melchior de Quartéry et de Sophie de Chaignon².

Lorsqu'il représentait le Valais à la Diète fédérale, Joseph-Hyacinthe Barman y avait rencontré un magistrat genevois éminent, Jean-Jacques Rigaud (1785-1854). Taxé dans son canton de libéral modéré, Barman sut apprécier les hautes qualités de son collègue conservateur.

Rigaud appartenait à une famille originaire de Thonon, admise à la bourgeoisie genevoise en 1595. Lui-même naquit le 8 décembre 1785. Après avoir obtenu son diplôme de maître ès arts et fait un apprentissage de banque à Paris, il se voue, à Genève, au commerce. En 1814, il épouse Antoinette-Renée-Emilie Saladin, jeune fille attrayante autant par ses vertus que par sa beauté. Lui-même, richement doué, doté aussi d'avantages extérieurs, présente, selon son biographe, collègue et ami, le syndic Auguste Cramer, un ensemble de beauté sévère, d'autorité et de bonne grâce³.

Bien vite il est appelé à prêter ses talents à la République de Genève. En 1813, il est des grenadiers de la Garde nationale qui, sans coup férir, reconduisent la garnison française à la frontière et acclament Genève rendue à l'indépendance. En 1814, il est élu au Conseil Représentatif — le parlement genevois —, où il se rencontre avec le fameux économiste Sismondi, le grand diplomate Pictet de Rochemont, le jurisconsulte Bellot et le publiciste Etienne Dumont, ancien collaborateur de Mirabeau. En 1816, Rigaud est fait auditeur.

² J.-B. Bertrand : *Les Barman et leur rôle dans notre histoire contemporaine*, dans le *Confédéré*, 1936, no du 75^e anniversaire du journal, et tiré à part ; *Armorial valaisan*, Sion et Zurich, 1946, et renseignements aimablement communiqués par M. le chanoine L. Dupont Lachenal.

³ Frédéric-Auguste Cramer : *Jean-Jacques Rigaud*, Genève, 1880.

D'après Cramer, Rigaud n'était point un imaginatif, mais un homme de tête, parfaitement droit, toujours juste, ironique parfois, mais dont la froideur aristocratique était toujours tempérée par un fond d'amabilité et de courtoisie innées.

Bien vite, il attire l'attention de ses pairs : en 1817, il est rapporteur au Conseil Représentatif de la loi supprimant les peines corporelles et le carcan ; dès 1821, il entre au Conseil d'Etat ; en 1825, il est élu syndic et sera onze fois Premier Syndic durant ses quarante années de fonctions gouvernementales.

Député de Genève à la Diète fédérale de 1830 à 1841, il participera comme chef de mission à onze diètes. C'est alors qu'il fait la connaissance du docteur Barman.

Joseph-Hyacinthe Barman est un homme cultivé. Président du Grand Conseil valaisan en 1841, il marque ses convictions catholiques en déclarant que la question des couvents d'Argovie, récemment supprimés par le gouvernement de ce canton, doit être réglée par entente avec le Saint-Siège ; il ne pense pas cependant qu'il y ait lieu d'insérer dans les instructions des députés à la Diète helvétique, au sein de laquelle il représentera le Valais, une réserve en faveur du Vatican.

Eh oui ! Barman est encore député à la Diète fédérale de 1841 ; pourtant, le 12 avril 1838, il avait écrit de Sion à Rigaud qu'il avait l'intention de se retirer des affaires publiques pour s'occuper un peu des siennes, « mais j'ai dû y renoncer dès le moment que le Bas-Valais reprend avec ensemble et énergie la question de la représentation au sein du Grand Conseil à raison de la population ». Jusqu'alors, on sait que la population du Bas-Valais, plus nombreuse que celle du Haut, se plaignait de ne pouvoir faire entendre suffisamment sa voix à la Diète cantonale, le calcul étant établi d'après les « dizains » et non d'après le nombre des citoyens. La population des six dizains occidentaux était de 43.000 habitants, alors que celle des sept dizains orientaux était de 34.000.

Le 26 mai 1838, Barman mande à Rigaud que le Conseil d'Etat donne « un préavis favorable au principe de la représentation à raison de la population sans en faire cependant une application rigoureuse. Ainsi chaque dizain conserverait quatre députés et un en sus par chaque 1500 âmes. » Le dizain de Sierre s'était opposé à cette concession faite par le gouvernement valaisan aux réclamations du Bas. Il invoquait des motifs religieux ; aussi Barman, catholique fidèle à ses convictions, mais libéral de tempérament, ajoute-t-il : « Vous serez étonné de voir la Religion mêlée dans cette affaire, mais on met tout en usage pour tromper le peuple. En attendant, on est dans le Bas-Valais dans une fermentation sans exemple jusqu'ici. Les députés des trois grands dizains menacent de se retirer et se retireront si on ne fait pas droit à leur demande. »

Barman souhaite revoir Rigaud à la Diète de Lucerne. Ainsi pourrait-il s'entretenir avec lui mieux que par correspondance sur des événements qui lui tiennent particulièrement à cœur comme patriote valaisan. Le 2 juin, il peut l'informer de St-Maurice que la Diète cantonale s'est prononcée en faveur de la proposition du Conseil d'Etat.

Autre sujet traité dans une lettre du 19 septembre. Le docteur Barman a reçu la visite du duc de Montebello, ambassadeur de France, qui lui a déclaré que, dans le cas où le prince Louis-Napoléon Bonaparte ne serait pas expulsé du territoire suisse, la France occuperait Genève et la Thurgovie ! Et le duc de vitupérer Monnard, grand ami de Rigaud et, comme lui, député à la Diète fédérale, où l'un et l'autre opinaient au rejet des demandes françaises, vu la qualité de citoyen suisse acquise par le futur Napoléon III.

Mais Barman pourra assez rapidement se tranquilliser sur le plan machiavélique et le chantage de Montebello : Eynard, diplomate genevois *in partibus*, expose à Paris la maladresse de l'ambassadeur, qui sera rappelé moins de trois mois plus tard par le gouvernement de Louis-Philippe ⁴.

Vraisemblablement, Rigaud partage toutes les idées de Barman sur l'affaire en question, mais il est loin d'être toujours d'accord avec son collègue valaisan à la Diète helvétique. Il lui arrive même de le tancer quelque peu si l'on en juge par certaine lettre de Barman. Celui-ci lui écrit de Sion, le 30 janvier 1839 : « J'ai lu votre sermon avec une religieuse attention, dans un parfait recueillement. Chez vous tout est aimable, jusqu'aux remontrances. J'espère bien que notre petite révolution (je devrais dire évolution) n'aura pas causé d'insomnies à vos rentiers. Il est impossible de se reconstituer plus paisiblement et d'une manière plus agréable. » Faisant ainsi allusion aux événements qui se sont déroulés depuis le 14 décembre 1838, Barman craint cependant que le clergé, « à qui nous avons fait une belle part », ne cherche à défendre l'ancien ordre de choses, qui donnait à l'évêché, soit au clergé, la valeur d'un dizain. Le 14 décembre, par 29 voix contre 27, le Grand Conseil avait admis la représentation proportionnelle. Selon la Constitution valaisanne, la majorité n'était pas suffisante pour que le vote fût acquis, mais les dizains du Bas-Valais élirent sur cette base des députés qui se présentèrent à la Diète cantonale, le 14 janvier 1839. Protestations des députés du Haut, qui quittent la salle des délibérations.

Point de bagarres à ce moment, aussi Barman peut-il lancer sa note optimiste à Rigaud. Celui-ci s'est demandé si Joseph-Hyacinthe n'aspirait pas à occuper les fonctions de Grand-Baillif dans

⁴ Sur Eynard, voir notre ouvrage *Jean-Gabriel Eynard et son temps*, Genève, 1952.

son canton, à la place de Maurice de Courten ; Barman répond avec quelque humeur, après avoir ironisé : « Ne parlez plus de grand-baillif. D'abord parce que la nouvelle constitution fait justice de cette qualification, ensuite parce que jamais je n'accepterais dans le cas où l'on penserait à moi... Vous m'avez toujours gâté. »

Certes, Rigaud fut toujours parfaitement courtois avec Barman, mais peut-être aura-t-il attiré l'attention de son collègue valaisan sur le fait que la Constitution dont il parle n'est point encore votée ; elle ne le sera que le 3 août de cette même année 1839.

Barman prend d'ores et déjà son désir pour une réalité. Pourtant, la situation politique en Valais n'est pas sans causer quelque inquiétude aux Cantons confédérés. Dans une lettre amicale qu'il écrit à Rigaud, le président de la Diète, Jean-Jacob Hess, de Zurich, le prie d'engager sa députation à faire preuve de quelque indulgence « vis-à-vis du pauvre président et, si possible, de l'honorer de quelque confiance ». Les questions qui seront débattues en Diète ne seront pas de tout repos ! Jean-Jacob Hess est, certes, un grand magistrat, mais il est jugé trop bienveillant pour ne pas dire un peu mou ; or, selon lui, « l'affaire du Valais sera probablement, outre les propositions de la commission militaire, l'affaire principale à traiter ».

Hess écrit le 21 juin. Depuis le mois de janvier, les discussions entre le Bas et le Haut-Valais sont entrées dans une phase aiguë que Barman n'avait pas prévue. Des représentants fédéraux, véritables commissaires, ont reçu pour mandat de concilier les partis en présence, d'éviter, en particulier, une séparation du Haut et du Bas-Valais. Schaller, avoyer de Fribourg, et Baumgartner, landammann de St-Gall, s'emploient par proclamations et par persuasion à remplir au mieux leur mandat. Ils ne réussissent pas à atteindre leur but. De fait, il y a en Valais deux constitutions et deux gouvernements antagonistes. Il faudrait, écrit encore Hess à Rigaud, « une volonté un peu ferme, une proclamation des commissaires fédéraux, peut-être plus qu'à l'ordinaire, mais pas autant que dans le canton de Schwyz. Les mesures de conciliation sont toutes épuisées. » Il ne faut pas compromettre l'autorité de la Diète ; Gaspard Zen Ruffinen, l'un des délégués du Haut-Valais, s'est retiré des affaires pour le moment, mais il reste son collègue le « baron » Maurice de Stockalper, qui « n'est pas facile à édifier ».

Comme Hess l'avait laissé entendre à Rigaud, les disputes valaisannes occupèrent la Diète de Zurich, sitôt les débats ouverts. Auguste Cramer, l'un des délégués de Genève, renseigne le 5 juillet Rigaud, qui n'a pu se rendre à Zurich, sur ce qui s'est passé : lorsque les députés du Haut et du Bas-Valais prétendirent prendre séance en Diète, le président les en empêcha. « La majorité veut aller dru dans cette affaire » ; mais, de l'avis de Cramer, on aurait pu tenter une nouvelle conciliation : « pas d'indices de dispositions

à la guerre dans le Valais ». C'est dans ce sens que Cramer s'est exprimé en Diète ; il faillit être suivi car il recueillit onze voix contre quatorze. Karl Neuhaus, avoyer et député de Berne, l'un des chefs les plus puissants du parti radical suisse, et son collègue vaudois Henri Druet plaidèrent « avec véhémence » pour la légitimité des actes du Bas-Valais. Le député neuchâtelois Henri-Florian Calame défendit la thèse opposée. « Pour le talent et la convenance, c'est à lui qu'ont été les honneurs de la séance. M. Neuhaus, écrit Cramer, me paraît un honnête homme fanatique, une espèce de girondin... Il a une certaine candeur. »

Poursuivant ses jugements sur les hommes qui sont appelés à examiner le « cas » du Valais, Cramer juge le président Hess aimable et faible. Il est bien disposé, mais le Grand Conseil zurichois lui a donné « un surveillant brutal » dans son second à la Diète, le jurisconsulte Frédéric-Louis Keller, qui l'intimide et le gêne. A noter, écrit encore Cramer, que « le Grand Conseil zurichois est plus libéral que la population ».

Le 6 juillet, c'est Léonard Revilliod, ancien commissaire du duc de Richelieu à Odessa, député à la Diète, qui mande à Rigaud son appréciation sur Jacob Baumgartner, l'influent député saint-gallois : il a toujours beaucoup de talent, mais est très tranchant, juge sévèrement l'évêque de Sion ; radical, se dit pourtant content des jésuites de Brugg, sans doute dans les mêmes idées que les moines du St-Bernard, en général favorables aux thèses soutenues par le Bas-Valais. Revilliod ne se prononce pas sur les opinions du délégué tessinois, l'abbé Jean-Joseph Calgari ; ce prêtre n'a nullement jeté son froc aux orties ; vicaire capitulaire de la Léventine, il se présente toujours avec épée et tricornes...

* * *

L'état de santé déficient de Rigaud l'a contraint à faire une cure aux bains de Saint-Gervais en Faucigny. C'est là que l'atteint une lettre de Barman, beaucoup plus optimiste en ce qui concerne la position du Bas-Valais. Mais il lui faudra déchanter. Le 20 août, Cramer déclare dans une lettre à Rigaud que vraiment Barman s'est montré beaucoup trop optimiste lorsqu'il prédisait que le Haut-Valais se soumettrait immédiatement à une décision de la Diète. Tel ne semble pas devoir être le cas ; aussi dispute-t-on en Diète d'une éventuelle occupation militaire du Valais. L'agitation est grande à la Diète, plus forte encore, il va sans dire, dans le canton. Cramer paraît satisfait d'avoir pourtant à Zurich des entretiens avec le grand-duc de Bade, Léopold de Hochberg, « si simple et bonhomme », et avec le comte Jean Pelet de la Lozère, ancien Conventionnel devenu membre de la Chambre des Pairs.

Rigaud reçoit encore des lettres de Cramer lui faisant part des incidents causés en Valais par l'élection du nouveau Grand Conseil

de ce canton, qui, au dire du futur Conseiller fédéral Joseph Munzinger, député de Soleure, est, depuis une année, en état d'anarchie ; Munzinger estime que l'on devrait admettre sans tarder ses députés à la Diète, malgré l'avis de Neuchâtel et les protestations de soixante présidents de communes du Haut-Valais.

Les esprits en Valais sont si tendus que le Conseil d'Etat bas-valaisan mobilise le bataillon Morand, une compagnie de carabiniers et des canonniers volontaires qui vont occuper Sion, Bramois et Saint-Léonard.

Rigaud discute avec Barman. Toujours déférent vis-à-vis de son collègue, Barman lui mande de St-Maurice, le 31 octobre, qu'il acceptera toujours ses conseils avec reconnaissance, mais que lui, Barman, place toujours « le Bas-Valais avant la Confédération », tandis que Rigaud met la Confédération avant le Bas-Valais. Que Rigaud le sache bien : le Haut-Valais ne veut pas accepter une médiation sur la base de la Constitution du 3 août, tandis que Barman estime que le Bas-Valais ne peut s'en écarter.

La Diète fédérale n'hésite plus à prendre position : le 25 octobre, le Conseil d'Etat du Bas-Valais, sous la signature de son président Janvier de Riedmatten et de Bonvin, secrétaire-adjoint, lance une proclamation par laquelle il annonce qu'en vertu de la délibération de la Diète du 26 septembre il a reçu les lettres patentes de MM. Frey, de Maillardoz et de Meyenburg, représentants fédéraux. « Leur mission consiste à essayer un arrangement à l'amiable de nos divisions intestines. » Mais le Conseil d'Etat ne peut prendre part à cette médiation avant que la Diète ait reconnu la Constitution du 3 août 1839. Le Conseil d'Etat a reçu de nombreuses pétitions pour l'engager à refuser toute médiation.

« Votre enthousiasme, ajoute le Conseil d'Etat s'adressant à ses commettants, a dépassé notre attente... Très chers concitoyens, soyez toujours fermes et calmes, mais vigilants ! »

Il le faut d'autant plus que les « représentants fédéraux » ne paraissent pas agir toujours avec beaucoup de tact ; d'après Emmanuel de La Harpe, Conseiller d'Etat vaudois, il faut détruire — et il s'y emploie — les « machiavéliques propositions que les représentants viennent faire au Bas-Valais ». On voudrait le forcer par la présence de baïonnettes à adopter une partie au moins des propositions. (Lettre à Rigaud, de Lausanne, 23 décembre 1839.)

De Lausanne encore, et le lendemain 24, le Conseiller d'Etat Auguste Jaquet avise Rigaud que le Conseil d'Etat vaudois a reçu l'invitation de mettre « un bataillon de piquet au sujet des affaires du Valais ». Le gouvernement vaudois se refuse à prendre parti, mais accepterait de « rétablir la paix publique si elle était gravement menacée ». Il ne discute pas de la loyauté des représentants fédéraux qui se trouvent dans une très fausse situation. Accueillis par le Bas-Valais « avec une méfiance non méritée », ils ont de la peine à établir des relations « sur cette terre classique des paniques

et des faux-bruits ». Mais, ajoute Jaquet, une occupation militaire tuera « moralement toute médiation, refuge de l'autorité fédérale ». D'autre part, qui dit occupation, dit au Valais séparation. « Les Valaisans se reprocheront plus les coups qu'on leur empêchera de se donner que ceux qu'ils se seraient donnés à eux-mêmes. » Or, les deux camps qui se partagent le Valais n'ont nullement envie de se faire la guerre. C'est du moins l'avis du Conseiller d'Etat Jaquet, comme aussi celui de Charles Monnard, député à la Diète et chef du parti libéral vaudois. Il faut laisser les Valaisans à eux-mêmes.

Soit, mais le 27 décembre le colonel fédéral Charles Bontems signale à Rigaud que, a-t-on prétendu, la population de Martigny et celle de Sion se seraient livrées à de violentes agressions contre les représentants fédéraux. Bontems a jugé de son devoir d'aller aux informations à Sierre, ce qu'il fit sous une pluie battante. Stupéfaction : « Nos paisibles Confédérés se promènent publiquement le poignard à la ceinture », sans encourir la moindre observation de la part des autorités. Le Haut et le Bas-Valais demeurent irréductibles dans leur opposition. A cela s'ajoute que Brigue et Martigny aspirent tous deux à devenir chef-lieu de l'Etat du Valais. Une séparation du canton en deux serait la ruine de l'ensemble du pays. Bontems estime que la Confédération ne devrait pas prendre de mesures militaires. Quelle est la décision du Vorort ? Il se le demande, car ce courageux officier, qui fut au service de France, juge que la position n'est pas tenable.

Rigaud s'exprimera dans le même sens au cours d'une séance du Conseil Représentatif de Genève où il saisira l'occasion de dire l'affection qu'il éprouve pour le Valais.

* * *

Il va de soi, note, de St-Maurice, Joseph-Hyacinthe Barman, le 4 janvier 1840, que les vellétés guerrières du Directoire (Vorort) ont cherché à détruire le Bas-Valais ! Le but a été manqué. « L'essentiel pour nous est qu'aucun de nos voisins n'ait l'idée de nous remettre sous le joug. » M. de Maillardoz est parti, sentant qu'il était pour tous un sujet d'irritation. Passant à Bex, il a pu entendre une manifestation en faveur du Bas-Valais. Rigaud a bien fait, poursuit Barman, en refusant de remplacer les représentants fédéraux : toute tentative de médiation est inutile. Philippe de Maillardoz est devenu la bête noire de chacun, même à Fribourg, où pourtant en sa double qualité de colonel fédéral et de conseiller d'Etat il est fort en vue.

Survienrent les graves incidents d'Evolène. Barman en fait le récit de la manière suivante à Rigaud, datant sa lettre de Saint-Maurice, le 24 mars 1840 : « Le gouvernement de Sierre (Haut-Valais) voulait faire vendre du sel dans un village d'Evolène

(dizain d'Hérens) et qui est de notre bord, tandis que les alentours nous sont contraires. » Une première saisie de sel eut lieu, mais le débitant prétendit continuer. De Sion, le gouvernement du Bas-Valais dépêcha quelques gendarmes. Le président ayant ordonné la saisie du sel, il fut gravement maltraité ; deux gendarmes furent désarmés ; plusieurs paysans furent blessés. Les populations du voisinage accourent en armes pour forcer le village à se soumettre et à livrer les munitions qu'il pourrait avoir. Or, écrit Barman, nous ne pouvons l'abandonner, d'où grande agitation dans tous les environs de Sion.

Marc-Antoine Fazy-Pasteur, chef du parti libéral genevois et publiciste de talent, mande de Genève, le 1^{er} avril 1840, à Rigaud, alors à Paris, mais dont il connaît le grand intérêt pour le Valais, que deux voies sont ouvertes à l'espérance concernant la pacification des esprits dans ce canton : 1) l'intervention du clergé qui commence à se rendre compte qu'il a été trop loin en soutenant les prétentions du Haut-Valais, 2) le rapprochement qui paraît s'opérer entre les deux gouvernements de Sion et de Sierre pour prévoir une rencontre des deux gouvernements dans une conférence « d'où peut résulter une convention pacifique ».

En attendant, un officier du Bas-Valais, Torrent, se tient prêt à intervenir ; il est à la tête de plusieurs milliers d'hommes en armes, tandis que, de son côté, « le Haut-Valais se lève aussi en masse » avec une troupe plus nombreuse que celle du Bas. Puisse la conférence convoquée à St-Léonard réussir, bien que seule la chance des armes semble à cette heure devoir déterminer une solution du conflit !

Le même jour que Fazy-Pasteur, le syndic Cramer rappelle à Rigaud les événements survenus à Evolène. La délicieuse contrée a été ensanglantée : des Haut-Valaisans ont été tués, aussi les autorités de Sierre ont-elles envoyé une garnison dans le pittoresque village. Le Grand Conseil du Bas s'est réuni, a ordonné une levée en masse.

Le docteur Barman demeure intransigeant. Comme on émet l'idée que la Confédération pourrait de nouveau tenter une conciliation, il s'écrie : « Tout ce que nous désirons, c'est que la Confédération qui nous a fait déjà tant de mal n'intervienne pas. » Il dit aussi que des Vaudois sont prêts à prêter main-forte au Bas-Valais. Son frère Maurice, qui était commandant de carabiniers, est actuellement commandant en chef des troupes du Bas-Valais. D'après le Genevois Roy, qui s'est rendu sur place, il aurait à Sion 4000 hommes sous ses ordres, armés souvent de faux, de piques, d'assommoirs, comme le furent les bandes de Zurich, lors de l'insurrection du 6 septembre. Tous les hommes de 18 à 50 ans ont été mobilisés à Sion, qui est en état de siège. La situation paraît donc extrêmement grave, mais Roy a vu des sentinelles des deux partis s'aider à faire du feu.

Le Vorort s'inquiète et met quatre bataillons de piquet sous les ordres du colonel Bontems. Barman, le 26 mars, se montre indigné et navré en informant que les Haut-Valaisans ont réussi à occuper Evolène et à placer des garnisaires chez tous les partisans du Bas. Le président Favre, qui fut si grièvement blessé lors de la grande bagarre, a dix-huit Haut-Valaisans à loger et à entretenir chez lui !

Le président du Vorort, Jean-Jacob Hess, cherche une solution au drame valaisan. Le 2 avril, il mande à Rigaud que l'évêque de Sion, Mgr Maurice-Fabien Roten, tente un nouvel essai de conciliation et que le Haut-Valais « serait assez disposé à l'accepter ». Mais, ajoute-t-il, la « démoralisation est tellement universelle dans notre pauvre Confédération, que nous serions bien embarrassés pour trouver des mesures d'énergie ». Et il n'y a, hélas ! pas de changement à prévoir dans l'esprit public. Hess se dit fort vexé de la proclamation du Bas-Valais relative à l'affaire d'Evolène, où, selon lui, « il est si clair qu'on a cherché querelle au Haut-Valais ».

Dans ces conditions, estime un correspondant anonyme de Rigaud dont l'écriture est celle de Léonard Revilliod, ce serait une erreur de convoquer la Diète : le lien fédéral est si faible !

Le 3 avril, Revilliod écrit encore à Rigaud, toujours à Paris ; se considérant comme son plus intime ami, il lui déclare que sa présence est absolument nécessaire. Les mouvements populaires en Suisse ont alarmé ses voisins : « Les mauvaises dispositions de l'Autriche dans l'affaire du Tessin, la forfanterie de Barman, la mâtinerie de Druey et encore plus celle de La Harpe », tout cela énerve les chancelleries ; pendant ce temps, « la meilleure tête de la Confédération est à Paris ! » C'est une vraie fatalité pour la Suisse. « Si tu avais une calotte, je dirais : Nous possédons un nouveau Nicolas de Flue. » Car Rigaud a la confiance des deux parties.

La question valaisanne trouble un peu partout les esprits et transporte sur le plan international ce qui précédemment était d'ordre local avant même de devenir d'intérêt national. La Lombardie ne pouvait voir d'un bon œil les mouvements populaires du Tessin, avec la fuite, puis la mise en accusation de son gouvernement, tout cela succédant aux événements de Zurich, Schwyz et autres. L'amour des Suisses pour la liberté semblait dégénérer en un appétit de licence. Or, le désordre est de mauvais exemple et facile à passer par dessus toute frontière. Barman est un honnête homme, mais, que diable ! pourquoi se mêle-t-il de pérorer à la manière d'un véritable démagogue ? Pourquoi cette « forfanterie » ? Henri Druey, ce futur conseiller fédéral, de conservateur s'est fait radical. Emmanuel de La Harpe, si bon magistrat qu'on le dise, ne semble pas à Revilliod offrir plus de garantie que Druey.

Le lendemain, reprenant la plume, il signale à Rigaud l'assassinat de M. Pierre de Courten, pris pour son frère le grand-bailif, et frappé d'un coup de baïonnette par l'un des siens, « victime

de cette fureur populaire qui succède bien souvent à une entreprise échouée et mal combinée ».

Le 3 avril, le Conseil d'Etat du Valais écrit au Vorort, à Zurich, que les hostilités ont cessé dans tout le canton et qu'il est donc inutile de prévoir une intervention fédérale. Le même jour, le docteur Barman mande à Cramer que les Bas-Valaisans sont entrés à Sierre sans coup férir ; partout ils ont trouvé le drapeau blanc, de même qu'à Loèche et à Tourtemagne.

Revilliod dépeint à Rigaud une séance du Conseil Représentatif, au cours de laquelle le colonel Rilliet de Constant fit un récit de ce qu'il avait pu constater au cours d'une mission en Valais⁵. « Rilliet, revenant du Valais, avait une trop belle occasion de parler de lui pour la laisser échapper », mais « il l'a fait avec modération et dans un bon esprit ». Il dit n'avoir pas rencontré de jactance chez le vainqueur bas-valaisan. Barman, président du Grand Conseil, avait renoncé à ses charges civiles pour endosser l'uniforme du soldat. Quant à « Mme Barman, c'est un ange dans ses soins aux malades ». Il eût été fatal de suivre les conseils de Meyenburg et d'organiser une occupation militaire du Valais par la Confédération. Evidemment, dans le canton, on blague quelque peu les Haut-Valaisans ; on évoque les temps héroïques, la défense opiniâtre opposée aux troupes françaises : « La race des Haut-Valaisans est donc bien changée, les souvenirs du bois de Finges sont bien effacés ! »

Mais tout a changé en Suisse. Les luttes fratricides se multiplient un peu partout. La suppression des couvents d'Argovie allait susciter bien des troubles et Rilliet pourra écrire à Rigaud : « Je nous vois tombant de convulsions anarchiques en convulsions anarchiques » (28 février 1841). Homme d'Etat libéral, le docteur Barman entendait rester bon catholique. Il n'était point pour la suppression de tous les couvents et écrivait le 28 octobre 1841 à Rigaud que dans le cas où le couvent d'Hermetschwil (Argovie) serait maintenu, sa députation pourrait fort bien se contenter d'une décision semblable. Au sein même de la Diète, il vota pour le rétablissement pur et simple de tous les couvents.

Le Conseil d'Etat avait pu déclarer que toutes les hostilités avaient cessé. Il n'empêche que, le 21 novembre 1841, Barman écrit une lettre à Rigaud, datée de l'hôtel de ville, à minuit, et l'informant que les conseillers d'Etat ont été assaillis par la foule ; fort heureusement les portes extérieures avaient été barricadées. Barman juge que la milice devrait immédiatement être réunie.

C'est alarmant, mais à cette heure, toute l'Europe est en état d'alarme. Les chancelleries redoutent les mouvements populaires.

⁵ Le colonel Louis Rilliet a publié sur les événements du Valais deux ouvrages : *Une année de l'histoire du Valais*, Genève, 1841, et *Le Valais de 1840 à 1844*, Genève, 1845.

En France, le ministre Guizot, qui fit ses études à Genève, est sévère pour la Suisse, comme le prince de Metternich, à Vienne.

Cet état angoissant pour la politique générale se transformera en véritable révolution, en 1848 ; en attendant, tous ceux que préoccupent les grandes questions politiques agissent ou sont à l'écoute. A Paris, un poète devenu député de Mâcon, Lamartine, émeut les foules et la Chambre par son talent oratoire. Le 3 février 1843, Jules-Ernest Naville mande de Paris à Rigaud : « Le discours de M. de Lamartine et son changement de position ont fait beaucoup de peine. C'est aujourd'hui le héros de la jeunesse qui voit traduit en beau langage, avec une certaine noblesse de sentiment, tout ce que désirent les brouillons de tous les pays. »

Jugement sévère, mais Naville prévoit que l'attitude de Lamartine ne laissera pas Genève indifférente, puisqu'il soutient une cause démocratique. C'est fâcheux, juge-t-il, car cela fait fort mal voir la Suisse dans les hautes sphères françaises.

* * *

A Genève, les luttes se sont intensifiées depuis le jour où le peuple rétablit l'autonomie de la ville de Genève, qui, sous la domination française, avait fonctionné à satisfaction, mais qui, dès la restauration de la République, avait été supprimée, l'administration de la cité étant confiée à une Chambre municipale dépendante de l'Etat ⁶.

Le 7 juin 1842, Genève s'était donné une nouvelle Constitution, qui instaurait certaines mesures plus démocratiques que celles en vigueur. Pourtant, lors des élections, le peuple, qui paraissait si vexé de l'administration des hommes au pouvoir, maintient au gouvernement les mêmes magistrats ou y envoie leurs partisans.

Le Conseil administratif de la Ville de Genève, qui venait d'être constitué, était composé de citoyens du juste milieu, ce qui lui permit d'agir en pacificateur lors de l'émeute sanglante des 13 et 14 février 1843. Le faubourg populaire de St-Gervais s'était dressé contre le Conseil d'Etat ; aussi Barman, qui suivait toujours avec attention la politique des divers Cantons comme celle des Etats voisins de la Suisse, ne manque pas de témoigner par une lettre du 17 février sa sympathie et celle de M^{me} Barman à Rigaud.

Barman, qui a le flair politique, pressent que les événements deviendront toujours plus graves. Pour le moment, l'émeute de Genève se perd bien vite dans le magma des multiples convulsions de l'époque. Le 26 juillet déjà, Jean-Gabriel Eynard, diplomate *in partibus* qui revient de voyage, peut écrire à Rigaud qu'il a

⁶ Cf. François Ruchon : *La révolution du 22 novembre 1841*, Genève, 1942.

trouvé Genève, malgré ses discordes, dans un état meilleur que celui auquel il aurait pu s'attendre. Et Eynard, toujours bon Suisse et bon Genevois, s'est empressé de mentionner le fait en le priant de signaler cette opinion au roi ; Louis-Philippe ne lui a-t-il pas tenu des propos fort désillusionnés sur les disputes des Genevois et l'avènement d'un radicalisme outrancier ?

Rigaud sera ravi de l'intervention d'Eynard, encore que son activité de magistrat touche à sa fin ; il n'a accepté le renouvellement de son mandat de syndic qu'à la condition d'en être déchargé le 31 décembre 1843. Le Dr Barman l'a appris ; aussi lui exprime-t-il tous ses regrets par une lettre du 8 décembre : Rigaud fit tant pour apaiser les discordes valaisannes ! Ce protestant avait souvent plaidé la cause des catholiques ; ce conservateur avait su apprécier le désintéressement du libéral qu'était Barman, comme les ressources de son intelligence.

Diplomate, lors du Traité de Turin, Rigaud avait été chargé de négocier souvent avec le clergé catholique, représenté, en particulier, par Mgr Pierre-Tobie Yenny, qui l'avait pris en affection ; puis, en 1831, il avait été en mission à Colmar, avec von Wyss, de Zurich, auprès de Louis-Philippe, roi des Français ; en 1834, c'est à Chambéry que son gouvernement l'avait envoyé, avec de La Harpe, en mission auprès de Charles-Albert, roi de Sardaigne. Quelques années plus tard, Rigaud se lie aux Bains de St-Gervais avec le cardinal Latil, archevêque de Reims, ancien aumônier de Charles X, et, en 1840, il rend visite à Aix au roi de Wurtemberg, avant de retrouver à Paris le vicomte de Chateaubriand, ses amis de Lessert, qui jouent tous un si grand rôle dans les affaires de France, et le comte Molé, qui fut le chef de son gouvernement.

Tel est l'homme que Joseph-Hyacinthe Barman admire ; telles sont quelques-unes de ses relations dans le monde diplomatique. Mais il y a surtout sa carrière en Suisse, sur le plan politique, sur le plan intellectuel, sur le plan artistique, sur le plan social — car Rigaud a un salon toujours ouvert. Comment Barman ne se désolerait-il pas en pensant que, dorénavant, il ne rencontrera plus sur les sentiers parfois escarpés des relations fédérales ce collègue distingué, toujours de bon conseil, et si compréhensif, même à l'égard de ses adversaires ?

Bientôt, c'est Barman dont le rôle en Valais va brusquement cesser. Il a demandé à Rigaud en retraite de lui continuer sa bienveillance. Et Rigaud ne se dérobera pas au moment où son ancien collègue à la Diète connaît des heures difficiles.

Un renversement de la politique valaisanne contraint Barman non seulement de se retirer lui aussi des affaires publiques de son canton, mais de fuir. Rigaud lui ouvre alors les portes du château qu'il possède à La Tour de Peilz. Le 25 mai 1844, Barman remercie de Bex son ami de ce geste généreux. Les arrestations, lui écrit-il, continuent à St-Maurice et à Monthey. Une cinquantaine de jeunes

gens vont être traduits devant un conseil de guerre convoqué à Loèche. « Le vaincu a toujours tort. »

Chez Maurice Barman, frère de Joseph-Hyacinthe, tout a été pillé ou brisé en sa demeure de Saillon. Le dizain de Monthey est occupé par 3000 hommes, St-Maurice par 500. Le canton de Vaud a envoyé trois bataillons en Valais sous prétexte d'y assurer l'ordre. Le 3 juin 1844, c'est de La Tour de Peilz qu'écrit Joseph-Hyacinthe Barman : il est bien installé dans le château de Rigaud, avec sa femme, son fils, son frère et un secrétaire. Bien qu'il n'ait pas commandé de troupes, il est haï du nouvel évêque de Sion, Monseigneur Pierre-Joseph de Preux, qui se comporte en seigneur du pays. Barman lui reproche « son égoïsme », son incompréhension, sa « haine implacable »... Aussi Barman aurait-il voulu, pour accroître la bienfaisance, étendre la juridiction de l'abbé de St-Maurice qui aurait pu, dès lors, créer des établissements charitables sans être gêné par Sion.

Mais que de sujets d'amertume pour le patriote qu'est Barman ! N'apprend-il pas que le Haut-Valais a reçu de l'argent de l'étranger pour lui permettre de vaincre le Bas ?

Le 30 juin, il annonce à Rigaud qu'il va quitter le château et il lui exprime sa gratitude pour son hospitalité. Que Rigaud soit persuadé qu'il n'a pas mal placé sa confiance ! Barman a été « traîtreusement attaqué, mais s'est défendu en honnête homme ». Mes derniers efforts, affirme-t-il, « se borneront à sauver mon honneur en rétablissant la vérité des faits ». C'en est fini avec la politique !

* * *

Que va devenir l'ancien magistrat valaisan ?

Le 29 août 1845, il est à Paris et dit à Rigaud qu'il est employé en qualité de commis dans la maison Dassier et lui recommande certains placements. Cette situation honorable, mais précaire, ne devait pas durer. Plus tard, la Confédération chargera Barman de la représenter à Paris, mais cette mission sort de notre chapitre.

Edouard CHAPUISAT